

QUESTIONS RÉGIONALES

Afrique du Sud

Le Canada joue un rôle de premier plan dans les efforts internationaux en vue d'amener l'Afrique du Sud à mettre un terme à l'apartheid, à entreprendre des négociations avec les dirigeants noirs afin de mettre sur pied un gouvernement représentatif non racial, et à donner à la Namibie l'indépendance à laquelle elle a droit. Pour bien faire comprendre au gouvernement sud-africain qu'il est convaincu que des progrès véritables doivent être accomplis de toute urgence dans le sens d'une réforme fondamentale, le Canada a imposé toute une série de mesures économiques, surtout de concert avec les pays du Commonwealth. Les nouveaux prêts bancaires, les nouveaux investissements et les importations de produits agricoles, d'uranium, de charbon, de fer et d'acier ont été interdits. Les sanctions prises en octobre 1986 par les États-Unis au moyen d'une loi anti-apartheid sont, en gros, semblables à celles prévues dans le programme du Commonwealth. S'il n'y a pas de progrès en Afrique du Sud, le Premier ministre a déclaré que nous sommes prêts à imposer des sanctions totales et même à rompre les relations.

Le Canada aide également les adversaires de l'apartheid en Afrique du Sud et appuie les voisins de ce pays. L'an dernier, il a versé 5 millions \$ pour l'éducation, le développement communautaire et l'aide juridique et humanitaire aux victimes de l'apartheid. Ces sommes seront considérablement augmentées cette année. Pour aider à renforcer les économies des voisins de l'Afrique du Sud et les rendre moins vulnérables aux pressions sud-africaines, le Canada verse annuellement une somme de 40 millions \$ à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, organisme d'entraide régionale regroupant neuf pays. En outre, il fournira chaque année 100 millions \$ d'aide bilatérale aux membres de ce groupe pour les cinq prochaines années.

Les chefs de gouvernement du Commonwealth, réunis en octobre 1987 à Vancouver sous la présidence du Premier ministre Mulroney, ont adopté un vaste programme d'action pour lutter contre l'apartheid : sanctions, aide à la région, promotion du dialogue et soutien des efforts visant à contrer la propagande et la censure de l'Afrique du Sud. Le Canada préside également un comité composé de huit ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, qui se réunira régulièrement d'ici la prochaine réunion de l'organisation afin d'orienter et de stimuler les efforts déployés à l'égard de l'Afrique du Sud. Le comité se réunira au Canada au début d'août 1988.